

alternatives

LE JOURNAL

VOL.12 • NO.5 / FÉVRIER 2006

UN JOURNAL POUR UN MONDE DIFFÉRENT

WWW.ALTERNATIVES.CA

« Je reviendrai, et nous serons des millions » La prophétie de Tupac Amaru prend-elle forme en Bolivie ?

Premier président élu directement par les suffrages, premier président autochtone de surcroît, l'élection d'Evo Morales, chef du Mouvement vers le socialisme (MAS) est inédite. L'appui des mouvements autochtones, paysans et ouvriers, qui ont chambardé la scène politique bolivienne au cours des cinq dernières années, a certainement facilité la victoire de Morales dès le premier tour. Mais après avoir appuyé de façon critique ou circonstancielle la candidature de Morales, ces mouvements entendent bien surveiller de près le nouveau président.

Avec une majorité absolue de 54 % des suffrages, nul ne peut nier le triomphe d'Evo Morales à l'élection présidentielle du 18 décembre dernier. La victoire de l'Indien aymara-quéchuwa a laissé la droite panicoisée. Elle prévoyait qu'Evo Morales serait élu avec une majorité simple, laissant au Parlement la liberté de nommer à la présidence l'un ou l'autre de ses adversaires. Mauvais calcul. Car à travers les nombreux soubresauts de la vie politique bolivienne des dernières années, la classe politique traditionnelle a perdu la confiance des Boliviens.

La victoire d'Evo Morales s'inscrit dans une série de luttes populaires menées au cours des cinq dernières années. La « guerre de l'eau », lancée à Cochabamba en avril 2000, a mené à l'expulsion du consortium dirigé par Bechtel, qui avait quadruplé les tarifs en quelques semaines. Les *cocaleros* (cultivateurs de la coca), dont Morales a été l'un des dirigeants, se sont massivement soulevés pour combattre la politique de « tolérance zéro » imposée par la diplomatie américaine aux gouvernements précédents. Leur mobilisation conjointe avec les mouvements autochtones et ouvriers (principalement la Centrale ouvrière bolivienne) a mené aux renvois des présidents Gonzalo Sánchez de Lozada en 2003 et de Carlos Mesa en juin dernier. Les soulèvements populaires ont, de plus, forcé la tenue d'un référendum où le peuple bolivien s'est largement prononcé en faveur de la nationalisation des hydrocarbures – la Bolivie possède les deuxièmes réserves de gaz du continent, après le Venezuela.

La fin du colonialisme

Le sens que les autochtones ont donné à cette élection est crucial. Plusieurs intellectuels ont déclaré que la « fin du colonialisme est arrivée ». Même les voix dissidentes au sein du mouvement autochtone s'accordent sur ce point. Felipe Quispe, leader du Mouvement indien Pachakutik (MIP), a déclaré

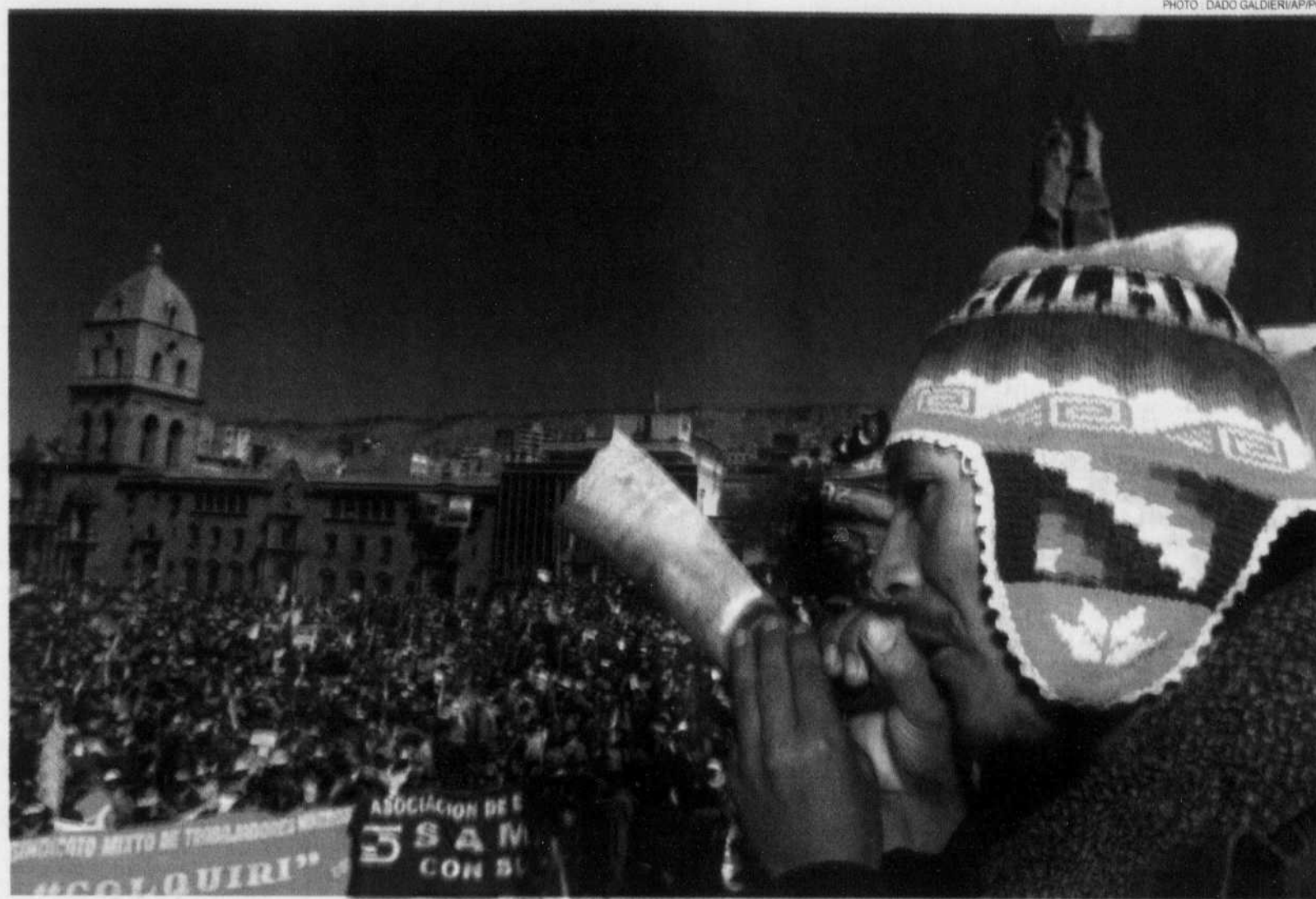


PHOTO DADO GALDIERRA/IPC

que « l'élection de Morales va changer radicalement la manière de gouverner ». Pour la population pauvre et autochtone, Evo Morales constitue un espoir, dans un pays où le racisme a confiné les autochtones à l'exclusion politique, économique et sociale.

« En Evo, je mets tous mes espoirs. Il faut que l'injustice se termine, nous avons le droit de vivre une vie comme les autres », déclarait le jour des élections une autochtone d'El Alto au micro de la radio Erbol. Confirmant ce désir, Morales affirmait qu'il ne décevrait pas ses concitoyens : « Par ce vote massif, c'est le peuple qui s'est exprimé. Nous avons l'appui et la force de ce peuple qui veut vivre avec justice. Ce n'est pas Evo Morales qui sera le gouvernement, ce sera vous tous. Le mouvement autochtone ne sera pas basé sur l'exclusion, mais sur l'inclusion. À partir de maintenant, nous allons en finir avec le mépris et la xénophobie. »

Toutefois, l'appui accordé par un mouvement populaire fortement hétérogène ne sera pas gage de la stabilité politique des mois à venir. Sceptiques, certaines organisations ont tardé à se ranger derrière le MAS et son dirigeant. Les déclarations de Morales sur la « nationalisation responsable » des ressources ont inquiété Oscar Olivera, de la Coordination de l'eau de Cochabamba, qui a tardé à donner son appui au MAS. La Centrale ouvrière bolivienne (COB), après avoir appelé ses membres à s'oppo-

ser à la candidature de Morales, a parlé d'un « appui critique », à quelques jours des élections seulement. Felipe Quispe, du MIP, s'est même porté candidat à la présidence, affirmant qu'il n'apporterait son appui à Morales qu'au second tour, « par solidarité autochtone ».

Pour la population pauvre et autochtone, Evo Morales constitue un espoir, dans un pays où le racisme a confiné les autochtones à l'exclusion politique, économique et sociale.

Ultimatum

La stabilité politique des prochains mois reposera donc sur le respect des promesses faites à ce mouvement populaire. Déjà, la COB, la Fédération des paysans de la Bolivie et les regroupements d'El Alto ont donné à Morales un ultimatum de quatre-vingt-dix jours pour apporter une solution à l'épineuse question des ressources naturelles. Les revenus de l'État bolivien devront servir à financer les importants programmes sociaux promis par Morales lors de sa campagne électorale : la redistribution des terres, un nouveau système de sécurité sociale, notamment en santé, la transformation du système d'éducation, et un plan de

développement productif basé sur la réciprocité et la complémentarité économique à l'échelle nationale.

Des projets de loi devront également être élaborés afin de transformer le fonctionnement de l'État bolivien, longtemps contrôlé par les élites blanches du pays : la loi contre la corruption et l'impunité, ainsi qu'un plan de décentralisation visant à accorder aux régions un pouvoir de décision politique et administratif. Mais, surtout, la tenue d'une assemblée constituante, longtemps réclamée lors des soulèvements populaires, devra rassembler les nations autochtones et tous les secteurs sociaux afin de jeter les bases du nouvel État bolivien.

À défaut de livrer la marchandise, le gouvernement Morales risque le même sort que les gouvernements antérieurs.

État sous surveillance

Le vote massif en faveur du MAS est également le résultat du ras-le-bol de la classe moyenne et d'une certaine bourgeoisie, lassés de la corruption des politiciens traditionnels. Néanmoins, le gouvernement Morales n'aura pas la tâche facile. Les groupes sécessionnistes des provinces de Santa Cruz et Tarija, où se trouvent les riches réserves de gaz, n'entendent pas partager aisément avec les secteurs plus pauvres du pays. Les mouvements « civiques » qui y ont vu le jour viendront certainement tourmenter le gouvernement Morales.

Un leader autochtone joue d'un instrument de musique traditionnel, alors que des dizaines de milliers de manifestants se rassemblent à La Paz le 6 juin 2005. La « guerre du gaz » a contraint le président Carlos Mesa à démissionner.

Avec le vent de gauche qui souffle sur l'Amérique du Sud, les pays voisins de la Bolivie se sont certes réjouis de l'élection d'Evo Morales. Les relations que le nouveau gouvernement entretiendra avec ces pays seront déterminantes pour l'évolution démocratique et politique de la Bolivie. En particulier ses relations avec le Brésil qui, à lui seul, correspond à 20 % du PIB bolivien et contrôle, par l'entremise de l'entreprise mixte Petrobras, 25 % des réserves de gaz du pays. La ville de São Paulo dépend énormément de la Bolivie pour son approvisionnement en énergie. Le gouvernement Lula, pour qui l'intégration énergétique avec la Bolivie est une priorité stratégique, verra-t-il d'un bon œil le programme de nationalisation des hydrocarbures à venir ? Ayant déclaré par le passé avoir « plus peur du Brésil que des États-Unis », Alvaro García Linera, élu vice-président en compagnie de Morales, affirmait en octobre dernier : « Nous espérons que lorsqu'il s'agira d'hydrocarbures, le gouvernement brésilien n'adoptera pas une attitude d'intervention ou de pression, mais bien qu'il acceptera la souveraineté bolivienne ».

L'empressement de Morales à rendre visite à Fidel Castro et Hugo Chávez au lendemain de sa victoire ne lui a certes pas fait d'amis à Washington. Pas plus que sa déclaration « Yankee no, coca sí ». La Secrétaire d'État, Condoleezza Rice, a d'ores et déjà affirmé sa volonté de « surveiller » l'évolution du processus démocratique. Pour l'instant, Evo Morales, longtemps considéré comme un « narcoterroriste » par le gouvernement américain, s'est contenté d'affirmer qu'il est disposé à s'asseoir avec les États-Unis et à tisser des relations basées sur le « respect du pays ». Reste à voir si les États-Unis auront la même attitude.

ROSANA PANIAGUA MEHUMERES

REPÈRES - BOLIVIE

1825 : Après une guerre d'indépendance qui a duré seize ans, le pays est nommé Bolivie en l'honneur du dirigeant révolutionnaire Simon Bolívar.

1952 : Le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) prend le pouvoir. Le président Victor Paz Estenssoro introduit le suffrage universel, nationalise les mines d'étain et procède à une réforme foncière à travers le pays.

1964 : Une junte militaire chasse le président Paz Estenssoro. René Barrientos Ortuño et le Général Hugo Banzer Suárez se succèdent à la présidence.

1967 : À la tête de l'Armée nationale de libération de la Bolivie, Ernesto Che Guevara est capturé par les Forces spéciales boliviennes et rapidement exécuté.

1978 : Le président Banzer est forcé d'organiser des élections générales, non concluentes et marquées par la fraude.

1982 : L'élection de Hernán Siles Zuazo, l'un des artisans de la révolution de 1952, marque le retour

à un gouvernement civil. En 1985, Paz Estenssoro est reconduit au pouvoir.

1993 : La « thérapie de choc » du président Gonzalo Sánchez de Lozada est marquée par des politiques de libéralisation et de privatisation.

2000 : L'augmentation disproportionnée des prix de l'eau potable entraîne les habitants de Cochabamba à livrer la « guerre de l'eau ». Les vives révoltes parviennent à obtenir l'expulsion du consortium dirigé par la multinationale Bechtel, en charge des services d'eau.

2003 : La volonté du gouvernement Sánchez de Lozada d'exporter le gaz bolivien vers le Mexique et la Californie déclenche de nouvelles rébellions. La « guerre du gaz » contraint le président Sánchez à prendre la fuite vers les États-Unis.

Juin 2005 : Non contents de ses positions quant à la gestion des hydrocarbures, les mouvements sociaux forcent le président Carlos Mesa à démissionner.



Décembre 2005 : Pour la première fois de l'histoire bolivienne, Evo Morales, un autochtone, remporte les élections présidentielles, dès le premier tour.

¹ Entrevue donnée à Raúl Zibechi du International Relations Center, le 15 octobre 2005.

² Morales s'est engagé à combattre le narcotrafic, tout en développant des débouchés alternatifs pour les producteurs de coca, notamment en matière de médicaments thérapeutiques.



Irak : la défaite annoncée des États-Unis

En décembre dernier, les Irakiens allaient aux urnes pour la troisième fois en 2005. Contrairement à certaines attentes, cela n'a pas débouché sur un apaisement. En janvier, plus de quatre cent personnes ont été tuées, dont plusieurs soldats américains. À Washington, le président Bush est sur la brèche. Pour nous éclairer, nous avons joint le professeur Gilbert Achcar, auteur de l'essai politique, *Le choc des barbaries*.

En quoi ces élections marquent-elles un tournant ?

Il y a une continuité parce qu'elles s'inscrivent dans le calendrier établi pour institutionnaliser la situation. Il y a rupture puisque, à l'exception de la faction extrémiste liée à Zarqawi et des partisans de Saddam Hussein, les principaux groupes parmi les Arabes sunnites – y compris ceux qui sont impliqués dans l'insurrection – ont participé. Ils estiment qu'ils peuvent influencer l'évolution des choses de l'intérieur, d'autant plus qu'une partie du leadership chiite leur tend la main.

Pourquoi donc assiste-t-on à une intensification des combats ?

Les Arabes sunnites s'attendaient à un meilleur résultat que ce qu'ils ont obtenu, étant persuadés de représenter plus des 20 % de la population que les estimations leur attribuent couramment. Le fait qu'ils sont minoritaires est dur à avaler pour eux alors qu'ils avaient toujours été dominants dans les institutions du pouvoir en Irak. En même temps, ils font pression. Ils disent aux Arabes chiites : «*Oui, vous êtes majoritaires, mais vous avez besoin de nous afin de légitimer votre pouvoir et stabiliser la situation*». C'est ce que dit la principale coalition sunnite, le Front de la concorde nationale, avec au centre les Frères musulmans irakiens. Les sympathisants de cette coalition animent une partie de l'insurrection armée et se distinguent des baassistes et des intégristes fanatiques du type Zarqawi.

Comment expliquer les «succès» d'Al-Qaïda en Irak ?

Zarqawi n'a pas de base de masse. Les organisations politiques et religieuses sunnites s'en démarquent en dénonçant les attentats sauvages contre des civils. Par contre, la capacité militaire de Zarqawi et de ses parrains d'Al-Qaïda est indéniable et jusqu'à un certain point, cela est instrumentalisé par les sunnites qui continuent d'exercer leur chantage sur les autres factions. Par ailleurs, il ne faut pas sous-estimer la haine que l'occupation américaine continue de susciter dans le pays. Des milliers de jeunes Irakiens veulent se battre con-

tre ce qu'ils perçoivent comme une agression coloniale.

Les chiites sont-ils capables de construire un projet hégémonique ?

Ils sont 60 % de la population. Leur chef religieux, l'ayatollah Ali Sistani, est perspicace et modéré. Les trois principales factions politiques chiites – le Conseil suprême de la révolution islamique (CSRI), le Parti dawa et l'organisation du jeune Moqtada al-Sadr – sont toutes contre une occupation américaine. Sadr exige le retrait à court terme et réussit dans une large mesure à canaliser la révolte populaire contre le bradage des ressources et l'absence de services sociaux. Ce qui manque aux factions chiites est un projet de reconstruction nationale cohérent sur lequel elles puissent s'entendre. Un peu comme en Iran qui demeure leur inspiration, il n'y a pas de clarté sur ce qu'ils veulent faire, sinon une perspective nationaliste et religieuse qui, sans être aussi autoritaire que celle de Saddam, fait peur à beaucoup d'Irakiens. Par ailleurs, les factions gèrent le pays comme un souk, où chacun dispose de «ses ministères», de ses milices, de ses zones d'influence. C'est inquiétant pour une partie de la population.

Les partis qui se sont présentés sur une base laïque ont mal paru aux élections ...

Le principal groupe constitué sur une base non confessionnelle était coallisé par Iyad Allaoui, probablement l'homme le plus détesté en Irak après Saddam Hussein. Pour les partis chiites, c'est un pion des Américains. Pour les sunnites, c'est l'homme qui a orchestré le massacre de Falluja en novembre 2004. Il faudrait mentionner également le facteur kurde. Les organisations kurdes se préoccupent de consolider leur quasi-État dans le Kurdistan. Certains s'opposent à cela, notamment Jalal Talabani, le chef d'une des deux factions kurdes et président intérimaire de la république irakienne, qui est plus sensible que son rival, Massoud Barzani, à la nécessité de bons rapports avec les Arabes. [Les Kurdes contrôlent de facto le Kurdistan sous la forme d'un «condominium» entre les deux principales fac-

tions, l'Union patriotique de Talabani et le Parti démocratique de Barzani. Ils ont les forces armées les plus puissantes du pays après celles de l'armée d'occupation. NDLR]

Quelles sont les conséquences de tout cela pour l'occupation ?

Les États-Unis sont coincés. La situation militaire est symptomatique dans le sens qu'on ne peut pas dire que l'insurrection peut «gagner la guerre». Mais elle reflète le blocage politique du projet américain. Ce qui n'empêche pas les insurgés d'avoir des capacités. [Dans les quartiers sunnites de l'ouest de la capitale, la police quitte les lieux à 20 h par peur des rebelles. Plus à l'ouest, à Ramadi, la capitale de la province de Anbar, les insurgés ont repris de la ville en décembre pour un temps malgré la présence massive de l'armée américaine. NDLR] Le vrai problème de Washington n'est pas tant avec la minorité arabe sunnite qu'avec les chiites. Lors d'une réunion au Caire en décembre entre les principales factions, tous ont demandé des États-Unis un calendrier pour le retrait des troupes. Washington est à court de moyens, sinon de légitimer l'occupation en se présentant comme l'«arbitre» qui seul peut «empêcher le massacre». Mais très peu de gens adhèrent à cet argument comme en témoignent les différents sondages.

Quelles sont les options pour le Président Bush ?

Bush cherche à créer un consensus avec les démocrates. Même s'il admet les «erreurs» qui ont prévalu jusqu'à date, il affirme que le retrait des troupes serait une catastrophe immense pour les États-Unis qui perdraient un enjeu pétrolier considérable, mais aussi la face, non seulement en Irak, mais aux yeux de la Russie, de l'Union européenne, de la Chine et de l'Iran. Dans un sens, ce serait effectivement terrible pour l'empire américain. Aussi les États-Unis se conduisent comme une sorte de gros ours blessé, qui devient erratique et redouble d'agressivité. Ce qui pourrait relancer des aventures militaires ailleurs, même si les États-Unis n'ont aucune capacité d'envahir l'Iran, par exemple. La seule option réaliste, impensable pour Bush actuellement, est d'accepter la défaite et de présenter le retrait des troupes comme une «victoire». «The job is done», pourrait-il dire. Peu de gens croiraient à cela, mais cela serait suffisant peut-être pour calmer les Américains.

PROPOS RECUEILLIS PAR PIERRE BEAUDET

La nouvelle guerre froide du président Bush

Que réserve l'année 2006 pour l'administration de George W. Bush? Très bas dans les sondages (39 %), le président américain aura beaucoup à faire en deuxième moitié de mandat afin de léguer à l'histoire l'image souhaitée. D'autant plus qu'au cours de la dernière année, l'arrogance et l'incompétence démontrées lors de la gestion de la crise provoquée par l'ouragan Katrina ont dévoilé les véritables pieds d'argile de son gouvernement.

Plusieurs signaux ont fini par nous dresser le portrait d'une administration et d'un président qui se croient au-dessus de la Constitution. Aux mensonges sur la présence d'armes de destruction massive en Irak s'est ajouté l'utilisation de la NSA (Agence de sécurité nationale) pour espionner les citoyens américains. Et la liste des ennus causés par l'entourage immédiat du président ne cesse de s'allonger : Lewis «Scooter» Libby, conseiller du vice-président Dick Cheney, forcé de démissionner après avoir révélé l'identité d'une agente de la CIA, Valerie Plame; — des soupçons planent toujours autour de Karl Rove sur cette affaire; Tom Delay, leader de la majorité républicaine à la Chambre des représentants, a dû, quant à lui, démissionner suite à des accusations de fraude et de conspiration; enfin, la mise en accusation du lobbyiste Jack Abramoff, proche de l'administration Bush, vient compléter le scénario.

L'Irak demeurera au centre du programme politique pour 2006. Il ne faut toutefois pas s'attendre à un virage majeur, même si Donald Rumsfeld a projeté de retirer 7000 soldats en cours d'année. Au contraire, il faut plutôt prévoir un durcissement du discours, qui martèlera sans aucun doute la nécessité de mener la guerre au terrorisme. «Nous faisons face à un ennemi qui se répand de l'Espagne à l'Indonésie», affirmait récemment le vice-président Cheney. On peut même s'attendre à ce que le gouvernement américain renforce le parallèle entre la lutte au terrorisme, «nouvel ennemi du peuple», et la lutte anti-communiste. Ainsi, le gouvernement américain pourra renforcer sa légitimité auprès de sa population et de ses alliés internationaux, basée sur l'engagement des États-Unis à répandre la «démocratie» à travers le monde.

Ce durcissement du discours vise trois résultats : d'abord rappeler que George W. Bush est le président de la liberté et de la démocratie. Du même coup, on espère pouvoir créer un parallèle avec Ronald Reagan, toujours très populaire auprès de l'électorat américain, et son rôle dans la lutte anti-communiste et la chute de l'Union soviétique. Enfin, on vise à répandre l'idée que les adversaires démocrates sont tout aussi modérés dans la lutte anti-terroriste qu'ils l'étaient dans la guerre au communisme.

Les stratèges Dick Cheney et Karl Rove espèrent ainsi voir George W. Bush passer à l'offensive et regagner la confiance de la population. D'autant plus que l'année 2006 sera marquée par d'importantes élections : les Américains auront à élire l'ensemble des 435 représentants de la Chambre, ainsi que le tiers du Sénat et le 2/3 des Gouverneurs. En fonction des hauts taux d'insatisfaction des électeurs envers l'administration républicaine, il importe pour celle-ci de renverser la situation.

Mais pour plusieurs républicains, Bush est plutôt perçu comme un boulet. Sa baisse de popularité déteint sur l'ensemble des candidats. C'est pourquoi Rick Santorum, sénateur républicain en réélection en Pennsylvanie, a déjà envoyé le message à George W. de rester chez soi!

Les démocrates demeureront-ils sur la défensive, comme c'est le cas depuis leur défaite en 2004? Les compromis recherchés lors des nominations des juges John Roberts et Samuel Alito Jr. à la Cour suprême semblent indiquer que oui. Prudemment, les démocrates visent d'abord une majorité au Sénat en 2006, qu'ils voient comme un tremplin pour préparer le terrain de leur candidat en 2008. S'ils réussissent, les démocrates auront la mainmise sur l'agenda de la politique étrangère américaine. Ils auront également le pouvoir d'enquêter sur les mensonges utilisés par l'administration Bush pour justifier la guerre en Irak et sur l'espionnage de citoyens américains par la NSA — deux sérieuses violations de la Constitution.

La stratégie républicaine visant à définir une nouvelle «guerre froide» anti-terroriste est donc primordiale pour contrer les adversaires démocrates aux élections de 2006. Le contrôle du Congrès tout comme le coup d'envoi pour une réélection aux présidentielles de 2008 en dépendent. Ça promet!

DONALD CUCCIOLETTA

L'auteur est membre de l'observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raouf-Dandurand en études stratégiques (UQAM).

En Haïti, la faillite agricole est contre-nature

Les campagnes haïtiennes sont ruinées par la déforestation, l'érosion et la désertification. Autrefois largement exportateur de produits agricoles, Haïti doit aujourd'hui importer ses aliments. Malgré la détermination des militants du secteur rural, un plan national de sauvetage des terres arables fait défaut.

«Dans le Plateau central d'Haïti, la montagne était tellement boisée qu'un éleveur pouvait y perdre une vache», se souvient Chavannes Jean-Baptiste. Aujourd'hui, ce militant rural de 58 ans voit sa terre natale dépérir.

«Je suis originaire de Bassin-Zim, un lieu touristique qui était très beau... Mais ça l'est moins chaque jour», constate-t-il avec regret. Une cascade d'eau se déverse dans le réservoir formant une piscine naturelle : «Le bassin est désormais ensablé. [...] Dans les montagnes de Bassin-Zim, eh bien! les arbres n'existent plus. Même les oiseaux que je connaissais quand j'étais enfant, on ne les voit plus», déplore cet agronome qui a consacré sa vie aux luttes paysannes et au reboisement d'Haïti. Récipiendaire en 2005 du Prix de la Fondation Goldman pour l'environnement, Chavannes Jean-Baptiste a fondé le Mouvement Paysan de Papaye (MPP), il y a 32 ans, pour enseigner l'agriculture durable dans les campagnes. L'organisation canadienne Développement et Paix soutient cette association qui a repiqué 20 millions de plants ou d'arbres fruitiers pour fixer les sols et ainsi combattre la désertification.

M. Jean-Baptiste s'inquiète pour l'agriculture de son pays, autosuffisant au plan alimentaire jusqu'en 1972. Il en appelle au sauvetage de l'environnement d'Haïti, déboisé à 98 % à cause de l'usage du charbon de bois comme combustible.

Haïti importe son riz et... son sucre!

Camille Chalmers, lui, s'emporte chaque fois qu'il aborde la question de la dépendance alimentaire d'Haïti. Le secrétaire exécutif de la



PHOTO: PATRICK ALLEYN

Plate-forme haïtienne de plaider pour un développement alternatif (PAPDA), un partenaire de l'ONG Alternatives, dénonce la déréglementation du marché et «les politiques brutales de libéralisation ayant sapé la capacité de l'agriculture nationale à nourrir la population».

«Maintenant, nous importons de plus en plus de denrées des États-Unis et 58 % de notre consommation alimentaire dépend des importations, même le sucre», s'indigne cet intellectuel de terrain, à la tête d'un réseau d'une dizaine d'organisations populaires.

«En 1995, le Fonds monétaire international (FMI) a contraint Haïti à faire passer ses taxes douanières sur le riz de 35 à 3 %, favorisant ainsi le dum-

ping du riz américain», subventionné à 72 %. Les 50 000 producteurs de riz haïtiens ont été mis à genoux, conclut M. Chalmers.

Oxfam International dénonce la situation: «Aujourd'hui, trois plats de riz sur quatre consommés en Haïti proviennent des États-Unis. Les bénéfices de Riceland Foods of Arkansas, la plus grande usine de riz au monde, ont fait un bond de 123 millions de dollars en 2003» grâce, notamment, aux exportations vers Haïti et Cuba.

Montagnes surpeuplées

En Haïti, la majorité des terres est dispersée en exploitations de petite dimension sur lesquelles travaillent des paysans sans titre de propriété. «Si vous risquez d'être chassé au bout

Aux Gonaïves, une mère s'est installée avec ses enfants sur le toit de sa maison, remplie de boue après le déluge de l'ouragan Jeanne en septembre 2004.

de six mois, vous n'avez aucun intérêt à planter des arbres qui seront prêts dans six ans», remarque Camille Chalmers. «Sans sécurité foncière, les paysans ne sont pas motivés à investir. C'est pourquoi le mouvement social haïtien revendique une réforme agraire.»

En outre, souligne le porte-parole de la PAPDA, les plaines sont sous-peuplées, en Haïti, et les montagnes, surpeuplées. «C'est un héritage du XIX^e siècle, dit-il. Les planteurs utilisaient les plaines pour les denrées d'exportation. Alors, l'agriculture vivrière a dû se réfugier sur des terres de moins bonne qualité ou dans les montagnes qui ne sont pas normalement cultivables.»

«À cause de la surpopulation dans les montagnes, les paysans arrachent les plants de café — une culture pourtant adaptée à la montagne — pour les remplacer par des cultures alimentaires, comme l'igname, la patate, le maïs. Ces plantations de cycle court sont très érosives, nous apprend M. Chalmers. Elles affectent la terre arable qui part vers la mer. Les zones de pente devraient être des zones réservées de boisés. Ces terres s'appauvrissent et les bassins versants s'érodent. Alors, la dégradation des montagnes menace au surplus l'agriculture en plaine! Chaque année, 15 millions de m³ de sol sont emportés à la mer», s'inquiète Camille Chalmers.

Associer les arbres au milieu de vie

Michel Boulay coordonne, dans le bassin de la rivière de Nippes, dans le sud du pays, un projet d'agroforesterie d'Oxfam-Québec. Il raconte: «Lors de la séparation du territoire avec la République dominicaine, Haïti a hérité pratiquement toutes les montagnes de l'île. Il faut reboiser ces montagnes, mais, croit-il, en faisant participer les

paysans grâce à une approche plus large de développement local.

«Des projets de reboisement ont eu cours dans les années 1990, soutenus notamment par la USAID, l'Agence de coopération des États-Unis», évoque Michel Boulay. «On a engagé des milliers de travailleurs pour lutter contre le chômage — on appelle ça des programmes à haute intensité de main d'œuvre.» Mais après, les gens, poussés par l'extrême pauvreté et l'absence d'électricité dans plusieurs régions, recommencent à couper les arbres pour en tirer du charbon de bois. «Il faut plutôt associer les arbres au milieu de vie des paysans», croit-il.

Dans le projet de Nippes, tout comme dans les projets inspirés par Chavannes Jean-Baptiste plus au nord, on encourage les familles à planter des arbres fruitiers, qui vont générer des revenus, et d'autres variétés qui vont protéger les potagers, par exemple. Les arbres vont couper les vents. Les racines vont garder l'eau dans la terre, empêcher l'érosion des sols et augmenter le rendement de la terre.

«Le projet de Nippes, c'est ce qu'il faut faire, plaide Camille Chalmers, mais il ne faut pas juste des petits projets ici et là. Il faudrait une mobilisation avec une stratégie globale.»

Chavannes Jean-Baptiste travaille aujourd'hui comme conseiller sur des projets de pépinières dans la région des Gonaïves, ville submergée par l'ouragan Jeanne en septembre 2004. Les montagnes dénudées — véritable paysage lunaire — n'avaient pu retenir l'eau des pluies torrentielles qui s'étaient déversées sur la ville.

«Quand je traverse la Savane désolée pour me rendre aux Gonaïves, dit-il, il y a la poussière qui vous couvre, ça me rappelle le Sahara au Burkina Faso. Si on ne met pas l'environnement en priorité, tous les autres investissements seront vains, car que ferons-nous si nous n'avons plus de pays dans 50 ans?»

PATRICK ALLEYN

Reportage réalisé avec la contribution financière du gouvernement du Canada, par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Tchad

Les jours sont comptés pour le président Déby

L'année 2005 fut des plus difficiles pour le président tchadien, Idriss Déby. Les défections au sein de son parti, de son gouvernement et de l'armée se multiplient. Certains d'entre eux ont formé plusieurs groupes rebelles bien armés, stationnés aux limites du Darfour. Et, dernier coup dur, Déby a perdu les derniers versements du projet pétrolier financé par la Banque mondiale, totalisant 124 millions (dollars US), après avoir modifié dans la controverse la loi sur l'utilisation des revenus pétroliers.

Alors que perdure la crise humanitaire au Darfour, où les combats entre les milices Janjaweed et les groupes d'insurgés soudanais ont provoqué le déplacement de plus d'un million de civils, de nouveaux groupes rebelles tchadiens viennent envenimer la crise. Décidés d'en finir avec le régime d'Idriss Déby, ils lui reprochent son népotisme, et tentent de tirer parti de l'isolement d'un président critiqué de toute part. Malgré la résistance de l'armée tchadienne, plusieurs villes et villages sont sous leur contrôle, accentuant une crise humanitaire déjà catastrophique.

Récemment critiqué par l'ONU pour laisser transiter des armes destinées aux rebelles soudanais du Darfour, le gouvernement tchadien accuse aujourd'hui le Soudan d'appuyer les dissidents tchadiens. Différents acteurs régionaux ont été interpellés, que ce soit Mouammar Khadafi, médiateur dans cette nouvelle crise, ou la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Une rencontre du CEMAC a d'ailleurs eu lieu le 4 janvier dernier pour aborder cette situation

instable qu'engendrent les multiples agressions armées et l'afflux massif des réfugiés soudanais en territoire tchadien. À la sortie de la réunion, la CEMAC a exprimé sa «profonde préoccupation au regard de l'ampleur et du caractère récurrent des attaques et autres incursions d'éléments armés au Tchad, ainsi que de leurs répercussions éventuelles sur les autres pays membres de la CEMAC, notamment sur la République centrafricaine.»

Amis d'hier, ennemis d'aujourd'hui

L'origine du pouvoir tchadien est étroitement liée à la crise actuelle. En effet, le coup d'État qui a porté Déby au pouvoir s'était préparé à l'est du pays, d'où provient la majorité des dirigeants tchadiens, d'origine zaghawa. Ce coup de force a été soutenu par le président soudanais Omar Hassan Al-Bachir, encore à la tête de l'actuel gouvernement à Khartoum.

Anciens alliés de Déby, les groupes armés zaghawa composent maintenant la majorité des insurgés tchadiens, terrés à la frontière soudanaise. Ils critiquent, entre autres choses, les nombreux problèmes engendrés par la mauvaise gestion des ressources financières. Alors que le gouvernement peut compter sur une importante rente pétrolière, la population tchadienne vit dans la misère. Le paiement des salaires tardent constamment, et les investissements promis en santé et en éducation n'ont pas encore vu le jour.

Les insurgés n'ont surtout pas apprécié les modifications constitutionnelles qui permettront à Déby de briguer un troisième mandat – la Constitution antérieure le limitait à deux. Soumis à un référendum qui a été largement boycotté par la population en juin dernier, les changements ont néanmoins été entérinés. Son état de santé se détériore, Déby doit toutefois changer sa stratégie, lui qui tente maintenant d'assurer sa succession par son fils, Brahim Déby.



PHOTO: DAVID P. GILKEY / DETROIT FREE PRESS / PC

Des combattants du Sudanese Liberation Army, l'un des groupes rebelles présents au Darfour.

Jouer avec le feu

La menace que représente les rebelles ont forcé Déby à renforcer sa sécurité. Afin de dégager les ressources financières nécessaires, le président a dû modifier la loi portant sur la gestion des revenus pétroliers. La rente des puits du sud du pays, dont la production doit atteindre 200 000 barils par jour pour les trente prochaines années, ont depuis 2003 doublé les revenus du gouvernement. La loi en question obligeait celui-ci à investir en santé et en éducation, tout en conservant 10 % des revenus pétroliers pour les générations futures. En modifiant cette loi, Déby contrevenait aux accords signés avec la Banque mondiale. Celle-ci a donc pris la décision de cesser ses versements au Tchad et de geler certains comptes bancaires reliés au projet.

Considéré comme le plus important

investissement en Afrique subsaharienne, le projet d'exploitation du pétrole tchadien a été approuvé par la Banque mondiale le 6 juin 2000. Le projet est sous l'égide d'un consortium constitué par Exxon Mobil, Chevron et Petronas. Aux yeux de Paul Wolfowitz, nouveau président de la Banque, ce projet devait être un modèle de gestion et de bonne gouvernance. Les récentes actions du gouvernement s'ajoutent néanmoins à une longue liste de reproches adressés par la société civile tchadienne.

Ces 124 M\$ en moins creusent le gouffre économique à l'intérieur duquel le Tchad se retrouve. Les caisses du gouvernement sont vides, sa dette extérieure ne fait qu'augmenter et la corruption règne partout dans le pays. En effet, le Tchad a été désigné le pays le plus corrompu de la planète, selon le rapport 2005 de Transparency International,

ex aequo avec le Bangladesh.

Alors que les tensions entre le Tchad et le Soudan atteignent leur paroxysme – le Tchad a décrété en décembre l'état de belligérance avec son voisin – le Sommet de l'Union africaine (UA) se tient cette semaine. La rencontre a bel et bien lieu à Khartoum, malgré les vives protestations du président Déby. La tradition à l'UA veut que l'hôte du sommet annuel soit élu président pour l'année à venir. Les délégués ont plutôt choisi Denis Sassou-Nguesso du Congo-Brazzaville, évitant ainsi de voir le président soudanais Al-Bachir à la tête de cette organisation qui compte 6000 soldats dans son propre pays.

PHILIPPE VIEL

EN DIRECT DE CARACAS

Dynamiques vénézuéliennes au FSM

Cette semaine à Caracas s'ouvre le Forum social mondial polycentrique. Dans ce pays d'Amérique du Sud, un grand processus de transformation que d'aucuns qualifient de révolution est en cours. Les changements sont bel et bien perceptibles : dans les barrios, l'armée distribue des aliments; des étudiants parcourent ces quartiers pauvres pour en finir avec l'analphabétisme. Dans ses discours, le président Hugo Chávez s'attaque sans réserve aux riches du pays et à l'impérialisme étatsunien. Un nouveau champ de possibilités est ouvert : celui d'un autre monde, tout comme le suggère la maxime du FSM.

Fractures

Malgré ces indices, la société marchande suit son cours apparemment normal. La coexistence de ce régime marchand et du processus de transformations en cours est source de tensions sociales qui provoquent une forte polarisation. D'une part, la majorité pro-Chávez, réunie autour de ce président qui occupe un espace immense de la sphère politique, défend le processus bolivarien cœurs et âmes. D'autre part, l'opposition au changement utilise toutes les armes possibles – aux sens propre et figuré – pour abattre ce régime. L'opposition défend les principes d'un capitalisme reposant sur la propriété privée. La fracture entre les antagonistes est palpable. Un exemple parmi d'autres : les producteurs de café ont récemment décidé de cesser la distribution des précieux grains pour faire augmenter les prix régulés par le gouvernement. En réponse, Chávez a déclaré publiquement qu'il était prêt à nationaliser ce secteur de production. Contre le profit privé, le gouvernement propose l'étatisation.

Toutefois, c'est sans doute dans son besoin de repenser les transformations que doit être analysé le processus vénézuélien. En effet, l'économie, qui repose depuis le début du siècle dernier sur la rente pétrolière, n'a pas favorisé le développement d'organisations ouvrières et communautaires. Ainsi, le fort mouvement d'appui à Chávez ne repose pas sur la force d'une organisation populaire consolidée. Le pouvoir populaire n'est pas inexistant pour autant. Les grandes manifestations spontanées, qui ont joué un rôle de première importance dans le sauvetage du président qui subissait un coup d'État en 2002, démontrent une force importante du mouvement populaire.

Voilà dans quelle société se déroulera le chapitre vénézuélien du Forum social mondial polycentrique de cette année. Pour poursuivre la lancée glorieuse de ce forum inclusif des alternatives au néolibéralisme, l'édition de 2006 aura lieu non pas dans un, mais dans trois pays : le Mali, le Pakistan et le Venezuela. Grâce à son principe initiateur, le forum vise à générer des échanges et des débats entre les alternatives sociales développées partout. Il se veut un espace démocratique et ouvert où les participants sont les artisans des activités qui s'y déroulent. Le Forum est ainsi mondial puisqu'il attire des militants des quatre coins du globe, et sa démocratie réside non seulement dans la liberté qui est accordée aux participants, mais également dans la diversité qui les caractérise.

Il est tout à fait approprié que le FSM, dont la devise rappelle qu'un autre monde est possible, se déroule au cœur d'un processus de transformation, celui du Venezuela. Toutefois, il laissera également place à une foule d'autres activités n'ayant pas nécessairement d'accointances avec la situation locale. Si le forum est mondial parce qu'il est un processus qui se multiplie et attire des participants des quatre coins du globe, il est aussi un événement localisé annuellement dans un pays particulier dont les conditions influencent l'organisation pratique. La dynamique particulière du Venezuela saura laisser sa marque. C'est une nouvelle épreuve pour le FSM qui doit aussi être mondial par sa capacité à se déplacer d'un pays à un autre. Des précédentes éditions du forum, seule celle de 2004 eut lieu à l'extérieur du Brésil : en Inde. Le succès de ce transfert marquait une étape. L'articulation du forum à la dynamique vénézuélienne en marquera une autre. La simple transmission, depuis le Brésil, du savoir pratique nécessaire à l'organisation d'un tel événement n'est pas une mince tâche, mais elle est en voie d'être réussie, et la tension entre le caractère mondial du processus et sa réalisation locale, en voie d'être résorbée.

THOMAS CHIASSON-LEBEL

Militant étudiant, Thomas Chiasson-LeBel travaille à Caracas avec le comité organisateur du Forum depuis décembre où il a été mandaté par Alternatives.

Difficile reconstruction au Sri Lanka



PHOTO: PATRICK ALLEYN

Trincomalee, Sri Lanka – Début janvier, dans le café branché Barefoot de la capitale Colombo, des travailleurs humanitaires espagnols, italiens et suisses attendent chaque jour les rapports de sécurité de leur bureau chef. Ils travaillent à la reconstruction post-tsunami, à Trincomalee, sur la côte est du Sri Lanka. Mais depuis l'assassinat par l'armée de cinq étudiants tamouls sur la plage de cette ville, puis l'explosion d'un bateau de la marine nationale et les grèves politiques (hertals) lancées par les différentes communautés, on les a retirés du terrain.

Après deux semaines de paralysie, le 16 janvier, les travailleurs humanitaires reviennent à Trincomalee. Dès le lendemain, deux coordonnateurs de chantier rentrent en tremblant au bureau de Caritas, un réseau d'organisations catholiques qui inclut l'ONG canadienne Développement et Paix. Ils ont été pris au milieu d'une attaque contre un autobus militaire perpétrée par des tireurs non identifiés. Ces assauts presque quotidiens font craindre aux ONG un retour de la guerre entre les Tigres de libération de l'Éelam tamoul (LTTE) et l'armée sri lankaise, à majorité cinghalaise. Le cessez-le-feu conclu en février 2002 est de moins en moins respecté.

Après l'indépendance obtenue de la Grande-Bretagne en 1948, le Sri Lanka, un État dominé par les Cinghalais, a multiplié les mesures discriminatoires à l'endroit des minorités du pays, en plus d'encourager une politique de peuplement des régions tamoules par la majorité cinghalaise. Créés en 1976, les Tigres revendiquent un État indépendant pour la minorité tamoule, qui représente 17 % de la population. Le tsunami du 26 décembre 2004, loin de consolider la trêve, a exacerbé les différends autour de la distribution de l'aide dans les régions rebelles.

Caritas participe au Sri Lanka à la reconstruction des 96 000 maisons détruites par le tsunami. À Trincomalee, où le conflit dégenère en affrontements entre civils issus des communautés cinghalaises, tamoules et musulmanes, le réseau Caritas redémarre un chantier de 320 maisons pour la communauté musulmane de Kinniya.

Au milieu des ruines laissées par le raz-de-marée, les ouvriers coulent les fondations des premières maisons.

De l'autre côté de la rivière, des Tamouls refusent de quitter un terrain pourtant identifié par le gouvernement local pour la construction d'autres maisons destinées à la communauté musulmane. Certains squatters tamouls auraient menacé de recourir à la violence si l'on cherchait à les déloger. Vivant dans des huttes de fortune depuis dix ans, ces gens sont mécontents de voir ces belles maisons neuves, résistantes aux intempéries, leur passer sous le nez. Frappés par la guerre, et non par le tsunami comme leurs voisins musulmans, ils ne peuvent bénéficier de l'aide à la reconstruction. «En 1995, l'armée nous a ordonné de quitter notre village situé dans une zone des Tigres, explique M. Partheban. Nous nous sommes installés ici, et nous ne bougerons pas.»

Cette situation, largement répandue dans les zones de reconstruction, a poussé certaines ONG à faire du lobbying auprès du gouvernement sri lankais afin d'intégrer les déplacés de guerre dans les plans de reconstruction post-tsunami. Il reste à en convaincre les donateurs.

«Les ONG comme Oxfam essaient de travailler autant dans le Sud (cinghalais) que dans le Nord-Est (tamoul et musulman)», explique la Canadienne Joan Summers, directrice d'Oxfam Grande-Bretagne au Sri Lanka. «Nous avons aussi bâti des abris et fourni l'eau potable dans les territoires des Tigres tamouls. Et nous plaçons pour intégrer les déplacés de guerre. Il faut une approche équitable

pour toutes les communautés, sinon nous créerons des tensions.»

Vinothini Thampapillai dirige un programme de consolidation de la paix à Trincomalee. L'animatrice de Caritas organise des activités culturelles et sportives pour rapprocher les communautés. Dans son album photo, elle montre un moine bouddhiste, une jeune tamoule et un chrétien célébrant ensemble le nouvel an cinghalais et hindou. Mais lorsque qu'on lui pose des questions sur le conflit, elle tourne nerveusement les pages de l'album et change de sujet. La guerre impose ici le silence.

Le regain des tensions ces derniers mois laissent malheureusement croire à un possible retour de la guerre. Rare tamoul au sein du gouvernement, le ministre Lakshman Kadigamar était abattu à son domicile le 12 août dernier. En novembre, Mahinda Rajapakse remportait la présidence du pays, avec le soutien non négligeable des radicaux cinghalais hostiles aux négociations avec les indépendantistes. Puis, au cours de la nuit de Noël 2005, des tueurs abattaient Joseph Pararajasingham, député de l'Alliance nationale tamoule, la vitrine politique des LTTE.

Des médiateurs norvégiens sont attendus cette semaine pour relancer les pourparlers. Les Tigres réclament une administration intérimaire dans le nord-est du pays, avant de pouvoir négocier un État fédéral – une proposition pourtant rejetée par le nouveau président lors de sa campagne électorale. L'exemple de l'Indonésie pourrait-il inspirer les belligérants sri lankais? Au lendemain du tsunami, le processus de paix avait été réactivé entre le gouvernement et les rebelles de la province d'Aceh, dévasté par la catastrophe. Les accords de paix signés l'an dernier et la pacification de la région qui en a résulté ont grandement facilité les efforts de reconstruction.

La poursuite des attentats au Sri Lanka contraste également avec l'entraide démontrée par plusieurs civils au lendemain de la vague meurtrière. «C'était du jamais vu», raconte Sivasathan, coordonnateur d'Oxfam à Trincomalee. «Des Cinghalais débarquaient dans les refuges tamouls avec vêtements et nourriture; des soldats de la Special Task Force risquaient leur vie pour sauver des Tamouls; des combattantes Tigres portaient dans leurs bras des femmes musulmanes». Les dirigeants, au Parlement comme dans les territoires rebelles, seront-ils enfin sensibles à ces gestes de solidarité?

PATRICK ALLEYN

Reportage réalisé avec la contribution financière du gouvernement du Canada, par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).



Billets

Ouf!



Gil Courtemanche

Ouf! Voilà ce qui pourrait résumer ma réaction aux résultats de l'élection. Il est deux heures du matin, Stephen Harper vient de terminer son discours et je crois que nous pouvons tous aller dormir sans faire de cauchemars. La catastrophe n'est pas imminente, mais elle se dessine.

Premier constat : Stephen Harper est doté pour un an ou deux du meilleur outil dont on puisse disposer pour faire une campagne électorale. Il va gouverner et il gouvernera pour la prochaine élection, essayant tant bien que mal de museler ses hordes évangéliques et sécuritaires. Son objectif est clair : poursuivre sa percée au Québec. Une ligne pour l'Ontario dans son discours, mais des paragraphes entiers sur le Québec, le déséquilibre fiscal, une allusion à René Lévesque (pas reprise en anglais), le Québec fort dans un fédéralisme renouvelé, etc. Stephen Harper a crevé lundi une partie de la baloune du Bloc québécois, et il le sait. La montée des conservateurs au Québec, c'est essentiellement la défaite du Bloc. Ses électeurs nationalistes autonomistes fondamentalement conservateurs qui se trouvent enfin une maison qui leur ressemble. Duceppe ne s'est pas trompé et, dans son discours, il a relancé la campagne électorale. Ce qu'on sait en tout cas c'est que ces dizaines de milliers d'électeurs qui ont fui le Bloc n'étaient pas des progressistes.

Deuxième constat : jamais les libéraux n'ont obtenu si peu de suffrages des électeurs francophones au Québec. Bien sûr, les commandites. Mais c'est surtout le prix qu'ils paient pour le mépris constant. Emportée dans ce mépris malheureusement, Liza Frulla qui, autant à Québec qu'à Ottawa, fut une infatigable et exemplaire ministre «des cultures». À court terme, les plus grands perdants de ces élections sont les artistes. Les conservateurs ont à ce sujet la pensée américaine. La culture relève du domaine privé selon eux. Ils s'en remettent à Pier Karl Péladeau et à Star Académie.

Troisième constat : obnubilées toujours par la question nationale, les forces progressistes au Québec font peu de progrès, éparpillées qu'elles sont dans le Bloc, les libéraux, le NPD et les Verts. Nous découvrons que le nationalisme n'est pas par définition progressiste puisqu'il peut mener à voter pour Stephen Harper. Léo-Paul Lauzon a fait un score admirable dans Outremont, mais le NPD est le principal responsable de cette incapacité de percer alors que le goût était au changement. Lui qui est né au Québec devrait bien savoir la différence, la singularité de cette province. Pourquoi ne parvient-il pas à convaincre son parti que le Québec est la Catalogne du Canada? La semaine dernière le Parlement espagnol a adopté une loi qui octroyait à la Catalogne le statut de nation. Mais sur ce sujet, malheureusement, Henri Massé de la FTQ a raison : le NPD est dominé par des centralisateurs.

Quatrième constat : je n'aimerais pas travailler dans l'industrie du bois d'œuvre. M. Bush possède un nouvel allié. Je n'aimerais pas non plus être la planète. Stephen Harper s'en fout. Mais, gros problème en vue pour le nouveau premier ministre : un nouveau cas de vache folle a été découvert en Alberta et la majorité des producteurs de bœuf sont dans cette province. Oups!

Cinquième constat : le NPD a fait des progrès énormes en termes de sièges, 29 au lieu de 18, sans toutefois que la proportion du vote néo-démocrate ne connaisse une croissance comparable. Je crois que c'est une victoire qui camoufle un grand problème. Le NPD souhaite-t-il être à jamais l'aile gauche et pensante du Parti libéral? Si oui, il retombera quand les libéraux auront retrouvé leur âme. Ce sera malheureux car c'est le seul parti qui fait une véritable place aux femmes. Combien de femmes élues pour le NPD et combien pour le Bloc québécois? Consultez les résultats et vous serez surpris.

Sixième constat : Paul Martin s'en va. C'est un cadeau pour le pays et le Parti libéral. C'est finalement la meilleure nouvelle de cette élection. Quant à la pire nouvelle, c'est la réélection de Bozo-le-down-Lapierre qui met au défi Harper de respecter son engagement sur le déséquilibre fiscal. Bozo! Sous Paul Martin, le déséquilibre fiscal n'existait pas.



Michel Warschawski

Sharon, homme de paix?

En parcourant la presse israélienne et internationale, on a l'impression que l'hémorragie cérébrale qui a affecté Ariel Sharon aurait eu le même effet, ou presque, que les deux balles tirées par un jeune juif extrémiste ayant coûté la vie à Yitshak Rabin il y a dix ans : la fin d'un processus de paix. L'assassinat de Rabin avait mis un terme au processus d'Oslo, tout comme l'accident cérébral de Sharon mettrait fin à l'engagement du premier ministre envers une paix israélo-palestinienne — un engagement entamé avec le retrait de l'armée israélienne de la bande de Gaza et le démantèlement de quelques douzaines de petites colonies.

Bien au contraire. Quand on lit les nombreux discours et les entrevues données par Sharon aux médias au cours des trente-cinq dernières années, spécialement depuis qu'il est devenu premier ministre en 2001, on y retrouve une vision politique extrêmement constante et cohérente, rejetant explicitement la possibilité même d'une paix entre Israël et les Arabes. En fait, Sharon est le premier dirigeant israélien depuis David Ben Gourion qui peut être résumé en quatre points :

- La guerre de 1948 n'est pas encore terminée et les frontières finales d'Israël ne devraient pas être fixées;
- La priorité d'Israël est de créer une continuité juive de la mer Méditerranée à la rivière du Jourdain, de bout en bout;
- Afin de préserver démographiquement la nature juive d'Israël, les Palestiniens doivent être exclus de cet État, soit par expulsion («la Jordanie est l'État palestinien»), ou encore en les enclavant dans des réserves (*townships*) qui, s'ils le veulent, peuvent être désignés «État palestinien»;
- En l'absence d'interlocuteur, puisque aucun Arabe ne fera la paix avec Israël, la création de l'État palestinien et la définition de ses frontières et de ses droits ne pourront qu'être décidées unilatéralement par le gouvernement israélien.

Le «retrait unilatéral de la bande de Gaza» devait être la première étape d'un projet stratégique à long terme. Après les élections, Sharon voulait entreprendre de nouvelles initiatives unilatérales : l'établissement de nouvelles colonies, tout en se retirant de certaines localités palestiniennes.

Sharon avait en effet un plan global, mais qui ne peut définitivement pas être étiqueté de plan de paix. Ce devait être une initiative israélienne, imposée unilatéralement au peuple palestinien. Avec la fin de l'ère Sharon, on peut légitimement se demander si ce plan demeurera le cadre de référence de la stratégie israélienne.

La disparition politique de Sharon représente néanmoins un énorme bouleversement. Monopolisant la scène politique des dernières années, Sharon a été le seul dirigeant en mesure de quitter sa formation, le Likoud, et d'établir en quelques semaines un nouveau parti (Kadima) dont on prévoyait qu'il allait recevoir plus de votes que le Likoud et le Parti travailliste rassemblés. Pour une majorité d'Israéliens, Sharon était l'homme personnifiant le nouveau consensus basé sur la sécurité et ce qu'ils considéraient être des initiatives unilatérales de paix. Le problème de Kadima réside dans le fait qu'il s'agit d'un parti d'un seul homme, une structure devant donner à Sharon, et à lui seulement, les moyens d'exécuter ses politiques. Kadima n'a aucun programme et sans Sharon, il ne reste qu'un groupe de déserteurs de chacun des partis politiques israéliens, de l'extrême-droite à la gauche sioniste.

Les prochaines élections doivent avoir lieu en mars, et les dirigeants de Kadima n'ont que peu de temps pour définir leurs positions politiques et se doter d'une direction capable de convaincre les électeurs qu'ils ont les capacités d'accomplir les objectifs de Sharon, sans lui. La scène politique israélienne se retrouve ainsi dans une situation sans précédent, et personne n'ose prédire la situation au lendemain des élections.

Les Palestiniens doivent-ils se réjouir d'un tel fouillis? Pas nécessairement. Comme un porte-parole palestinien le mentionnait récemment, «chaque gouvernement israélien tente de se procurer une crédibilité sur le dos des Palestiniens».

L'auteur, journaliste israélien, est aussi un militant pour la paix, fondateur de Alternative Information Center (AIC) à Jérusalem.

Eux, c'est nous
Chronique d'un décret

Ce sont votre sœur, votre cousin, votre voisine. Elles et ils soignent votre mère au CLSC, nettoient les planchers dans les écoles, les hôpitaux, éduquent votre enfant, servent la population dans le réseau de la santé, de l'éducation, dans les ministères. Ils sont 450 000 à s'être fait planter un couteau dans le dos : un décret qui a tué la négociation du secteur public.

Le 15 décembre, le gouvernement Charest a manipulé l'Assemblée nationale en feignant d'ajourner officiellement les travaux pour la convoquer, quelques heures plus tard, et adopter à toute vapeur la Loi 142. Une loi spéciale contre l'EUX, les employés de l'État. Mais le gouvernement oublie qu'EUX, qu'il qualifie de privilégiés, font partie de NOUS; NOUS les travailleuses et les travailleurs, nous la classe moyenne, nous le monde ordinaire.

À travers cette loi, le gouvernement poursuit son œuvre de démolition. Ce ne sont pas que les salariés de l'État qu'il a attaqués. Ses cibles premières sont les services publics et le syndicalisme. C'est toute la société québécoise qui est attaquée.

Droits bafoués

Pour les employés de l'État, le droit à la négociation est bafoué pendant près de 7 longues années, jusqu'en avril 2010. Pendant plus de 2 ans, leur salaire est gelé : ce faisant, ils viennent de perdre 5 % de pouvoir d'achat pour 2004 et 2005. Pour chacune des 4 années subséquentes, ils recevront 2 % d'augmentation. Ils accusent déjà un retard de plus de 20 % sur les salaires du secteur privé syndiqué.

Le décret prévoit aussi de très fortes amendes aux personnes et aux syndicats qui voudraient utiliser des moyens de contestation, pourtant légitimes, qui auraient pour but de ralentir, altérer ou diminuer les activités de travail, directement ou indirectement. C'est le «*toé tuis-toé*» de Maurice Duplessis!

Le premier ministre Charest a d'ailleurs laissé entendre, tout de suite après le coup de force, qu'il pourrait s'agir d'une très bonne façon de déterminer les salaires dans le secteur public à l'avenir. Les employés de l'État ne seraient donc pas des travailleurs comme les autres, qui ont le droit d'être syndiqués et de négocier leurs conditions de travail? Inadmissible. Depuis 40 ans, la négociation du secteur public a permis d'améliorer les conditions de travail et les services publics pour la population. Et plusieurs gains, comme les congés de maternité, ont rejailli sur l'ensemble des travailleurs. Eux, travailleurs syndiqués ou non, c'est nous.

Des attaques planifiées contre NOUS

Le décret s'imbrique dans toutes les lois précédentes que ce gouvernement a adoptées, qui ont pour but de démanteler l'État, baisser le taux de syndicalisation au Québec, faire glisser vers le privé des pans entiers des services publics.

Ce gouvernement s'en prend aussi aux plus pauvres d'entre nous, les personnes assistées sociales. Les prestations des personnes jugées aptes au travail ne sont pas indexées, forçant celles-ci à vivre avec un revenu bien en deçà du seuil de pauvreté. Pourtant les emplois disparaissent, se «Wal-Martisent», la précarité s'installe partout, au détriment des femmes en particulier. Elles, c'est nous.

Les centres à la petite enfance sont durement attaqués. Ils sont pourtant un des fleurons des batailles passées des parents et des travailleuses, des mouvements communautaires et syndicaux. Un exemple de réussite cité maintes fois ailleurs au Canada. Les garderies sans but lucratif ne sont

plus la priorité du gouvernement. Il veut que le futur passe avant tout par des services privés et par la garde en milieu familial. Mais une garde en milieu familial dont les travailleuses seraient isolées. Ces femmes, d'ailleurs, ne sont plus considérées comme des travailleuses. Elles n'auront plus de lien avec la garderie, et le droit d'être syndiquées leur a été interdit. Un précédent dans l'histoire depuis Duplessis : le gouvernement a désyndiqué les femmes qui travaillent en milieu familial. Ces enfants, c'est nous. Ces travailleuses, c'est nous.

Est-ce le modèle que le gouvernement veut développer dans la santé, les services sociaux et dans l'éducation? En partie par le privé? En partie dans les domiciles avec peu de ressources? Sur le dos des travailleuses et des travailleurs? En rognant sur la qualité et l'accessibilité des services?

Est-ce le modèle qu'il veut implanter pour les services aux personnes âgées? Elles ont tissé, patiemment, le Québec d'aujourd'hui. Elles n'auraient pas le droit à des soins dans le réseau public, de bonne qualité, donnés avec attention par du personnel qualifié et syndiqué? Les personnes âgées, c'est nous.

Les intérêts des Autres

Les Autres, du haut de leur richesse et de leur pouvoir, nous diront bientôt qu'ils veulent baisser les impôts pour notre bien. Il faudra prendre l'expression au pied de la lettre : ils veulent notre bien, ils veulent faire main basse sur notre bien commun, nos joyaux collectifs que sont les services publics. Les doigts longs, leurs prochains butins, espèrent-ils, seront les augmentations de tarifs, les privatisations, les partenariats public-privé dans la santé, l'éducation, l'eau, les services municipaux, les transports. Ils ne modernisent pas le Québec; ils utilisent, «lucidement», des vieilles recettes néolibérales qui provoquent le chaos ailleurs dans le monde.

Pour ce faire, ils veulent écraser, en premier, celles et ceux qui sont les empêchures de privatiser en rond : les syndicats tout comme le mouvement communautaire, étudiant, écologiste et féministe.

Le gouvernement, en décrétant, voulait faire des syndiqués de l'État de la chair à sondages pour remonter sa cote de popularité. Les Québécois n'ont pas été dupes. La bataille pour des conditions de travail décentes sera toujours intimement liée à celle de services publics de qualité. Le gouvernement n'avait aucune raison d'imposer une loi spéciale. Il découvre, encore plus, son vrai visage.

La société qu'il privilégie en est une d'individualisme, d'«au plus fort la poche» et tant pis pour les autres car ils sont responsables de leurs malheurs! Détruire la capacité collective de construire une digue sociale contre l'injustice et l'iniquité. Voilà dans quoi s'inscrit ce décret odieux : un pas supplémentaire vers une société dont NOUS ne voulons pas!

LOUIS ROY, VICE-PRÉSIDENT DE LA CSN
SYLVIE JOLY, RESPONSABLE DE L'INFORMATION SECTEUR PUBLIC CSN

alternatives
LE JOURNAL

Ce journal est produit par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international, en partie grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le contenu n'est engagé en rien et n'est pas un organisme. Tirage : 50 000 exemplaires. Le journal Alternatives est distribué de façon indépendante et ce numéro est publié dans l'édition du 25 janvier du quotidien Le Devoir. La reproduction des textes est autorisée. Veuillez mentionner la source.

COORDINATION ET RÉDACTION : François L'Écuyer — COMITÉ DE RÉDACTION : Pierre Beaudet, Daphnée Dion-Wiens, Batiste Fois, Vincent Fournier, Marc Gadiro, France-Isabelle Langlois, Isabelle Lantagne, Aude Maltais, Jean-François Millette, Fred A. Reed, Julie Routhier, Tania Vachon — CHRONIQUES : Pierre Beaudet, Gil Courtemanche, Francis Dupuis-Dér, Ariane Émond, David Homel, Naomi Klein, Judy Rebeck et Michel Warschawski — RÉVISION DES TEXTES : Gilles McMillan — INFOGRAPHIE : Brigitte Beaudet — CARICATURE : Boris

ALTERNATIVES

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Robert David — RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS : François L'Écuyer
MONTREAL — 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1 • Tél. : (514) 982-6606 Fax : (514) 982-6122
QUÉBEC — 266, rue Saint-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 • Tél. : (418) 521-4000 Fax : (418) 521-4000
Courriel : commentaires@alternatives.ca • Site Internet : www.alternatives.ca

Abonnez-vous au journal Alternatives !

EN VOUS ABONNANT, POUR SEULEMENT 25 \$ PAR ANNÉE, vous contribuez à soutenir l'équipe du journal qui travaille à vous offrir une information différente et de qualité.

alternatives
LE JOURNAL

Nom

Adresse

Ville

Code postal

Téléphone

Courriel

Envoyez ce coupon avec un chèque à :
JOURNAL ALTERNATIVES
3720, avenue du Parc, bureau 300,
Montréal (Québec) H2X 2J1

Alternatives, c'est beaucoup plus qu'un journal ! Pour en savoir plus : www.alternatives.ca

Vers un nouvel envol de la gauche au Québec?

Fondée officiellement en juin 2002, l'Union des forces progressistes (UFP) fusionnera avec Option citoyenne (OC) – le mouvement politique lancé l'an dernier par Françoise David et François Saillant – lors d'un congrès qui se tiendra les 3, 4 et 5 février prochain. Si cette union de la gauche québécoise marque une transformation par rapport à la division qui lui était autrefois associée, bien des défis attendent cette nouvelle formation politique, qui pourrait changer le paysage politique au Québec.

Contrairement à la réalité européenne, ou même canadienne marquée par la présence significative du Nouveau parti démocratique (NPD), le Québec n'a jamais connu de parti de gauche unifié, stable, ayant fait des gains électoraux. Qu'est-ce qui fera de cette nouvelle tentative un succès? Question de *timing* diront certains. L'Initiative du Mouvement socialiste, portée dans les années 1980 notamment par des syndicalistes comme Marcel Pépin, avait produit un manifeste intéressant, mais n'avait pas réussi à s'incarner en parti politique. «L'initiative [s'était] déployée au mauvais moment, en plein contexte d'offensive néolibérale», soutient Amir Khadir, porte-parole de l'UFP. Selon Françoise David, porte-parole d'OC, la Marche du pain et des roses en 1995 a éveillé les imaginaires après une «longue traversée du désert», suivie par d'importantes mobilisations, telles la Marche mondiale des femmes et le Sommet des peuples de Québec. Les gens auraient maintenant pris conscience des «effets incommensurablement pervers du néolibéralisme» et

seraient beaucoup plus réceptifs aux idées de gauche aujourd'hui.

Tout ceci dans un contexte de désenchantement politique caractérisé par la désaffection à l'égard des scrutins, particulièrement chez les jeunes. Cette situation s'explique, d'après Jean-Marc Pottier, professeur au Département de science politique de l'UQAM, par le fait que «les partis traditionnels ne rejoignent pas leurs préoccupations, et [que] les politiciens font le contraire de ce qu'ils disent». M. Pottier est aussi d'avis qu'il existe une réelle montée de la gauche chez les jeunes, qui sont loin d'être apolitiques, comme en témoignent les récentes grèves étudiantes ou l'importance du mouvement altermondialiste. Ceux-ci seront attentifs au discours de la nouvelle formation politique, «tout comme les mouvements des femmes et les milieux communautaires».

Plusieurs observateurs ont attiré l'attention sur l'atout que représente l'arrivée de Françoise David en politique et la démarche d'Option citoyenne, afin de démystifier l'action politique et de la rapprocher de l'action sociale

et communautaire. Françoise David insiste néanmoins sur l'autonomie et l'indépendance des mouvements sociaux face au nouveau parti: «Nous ne demanderons pas d'appuis officiels, mais il est évident qu'il faut créer des ponts», précise-t-elle.

Deux démarches unifiées

Certains ont reproché à Françoise David de ne pas avoir intégré l'UFP dès le départ et d'avoir fait «un long détour pour une fusion souhaitée», comme elle le reconnaît d'emblée. «Mais ce n'est pas parce que tu es en amour que tu es obligé d'habiter ensemble tout de suite. La démarche a permis aux deux côtés de s'apprivoiser». Convaincue en 2004 de vouloir entrer en politique, mais ne pouvant ignorer l'UFP, dont les valeurs rejoignent les siennes, elle a d'abord choisi, avec les militants d'Option citoyenne, de fonder cette plateforme politique. Le mouvement souhaitait consulter, rassembler et amorcer un questionnement quant aux objectifs, au fonctionnement et aux idéaux recherchés.

«Au départ, j'étais découragé de voir le temps qu'ils prenaient, mais en rétrospective, je dois avouer que ce fut une très bonne chose», souligne Amir Khadir. En effectuant sa tournée dans les régions du Québec, Françoise David a su intéresser des femmes de divers milieux, communautaires et autres, qui n'avaient jamais fait de politique auparavant. «C'est un ajout majeur que la gauche traditionnelle n'était pas capable de faire», ajoute-t-il. Chacune des parties de cette fusion y apporte ses forces: la culture du mouvement des femmes pour OC, et «la capacité d'analyse et l'expérience politique sur le terrain» de l'UFP, précise Mme David.

Des défis

Pour gagner leur crédibilité, les principaux protagonistes sont conscients qu'ils ne pourront rester dans la marge trop longtemps. «Ça prend des victoires électorales et politiques», affirme Amir Khadir. Jean-Marc Pottier va dans le même sens: «Il y a un risque réel, si la machine électorale n'est pas crédible, que la gauche se fasse ridiculiser et marginaliser davantage». Ce dernier insiste sur l'importance pour la nouvelle formation de se présenter aux élections de façon sérieuse, ce qui veut d'abord dire avoir une solide organisation et une connaissance des comptés, des électeurs et de la manière d'aller les chercher.

Le professeur de science politique insiste également sur la nécessité d'avoir un programme électoral clair. «Les gens ne liront pas le programme. Il faut

Françoise David, porte-parole d'Option citoyenne. En arrière-plan, Jean-Marc Pottier.



Amir Khadir, porte-parole de l'Union des forces progressistes

savoir diffuser quelques idées avec force, d'autant plus qu'ils ne bénéficieront pas de la même attention des médias que les autres partis». Il se réjouit toutefois de la grande capacité de communication dont jouissent les deux principaux leaders. «Amir Khadir peut rejoindre les immigrants et peut les comprendre. Quant à Françoise David, une femme, elle a la capacité formidable de parler aux gens de façon simple et de rejoindre monsieur et madame tout le monde.»

Horizons politiques

Avec l'arrivée au pouvoir de Stephen Harper du côté fédéral, la présence des libéraux de Jean Charest au Québec et l'élection d'André Boisclair à la tête du Parti québécois (PQ), certains se demandent si le déploiement de la droite ne pourrait pas être salutaire pour l'émergence d'un parti de gauche. André Boisclair loge-t-il à droite? Sur cette question, les deux porte-parole demeurent prudents. «On travaille avec des perceptions parce qu'il ne parle pas beaucoup. Et quand il le fait, c'est souvent navrant», soutient Françoise David. Quant à Khadir, sans présager de l'avenir, il ajoute que l'image marketing de Boisclair le présente comme la jeunesse et le changement. Mais s'il demeure fidèle aux orientations qu'il prenait à titre de ministre des gouvernements Bouchard et Landry, «alors c'est une bénédiction pour nous», ironise M. Khadir.

Au Québec, on ne peut nier que la question nationale ait été un élément structurant de l'organisation politi-

que et particulièrement de la gauche. Selon Jean-Marc Pottier, la gauche au Québec a lié indépendance et socialisme comme «deux fesses égales et indissociables», la plaçant en position d'infériorité face au PQ qui prétendait pouvoir réussir au moins l'un des deux objectifs. Il voit toutefois de façon positive, voire comme une condition de succès, le fait que cette nouvelle formation politique doive placer la question sociale avant la question nationale.

Option citoyenne a pris plus d'un an pour clarifier, dans un débat «serein, sans déchirement», la place accordée à la question nationale et la démarche qui l'accompagne. «Si seulement le débat sur la souveraineté au Québec pouvait se faire comme nous l'avons fait à OC...», soupire Françoise David. Ses propos sur la priorité de miser avant tout sur les enjeux sociaux rejoignent ceux d'Amir Khadir. «Nous parlons d'abord de justice sociale, d'environnement... La souveraineté, que l'on voit comme un moyen pour atteindre cet objectif, n'en est pas le principal enjeu», précise-t-il.

La fusion des deux formations changera-t-elle complètement le paysage politique du Québec, comme l'espère Amir Khadir et Françoise David? «La seule façon de vivre, c'est de voir les raisons d'espérer», conclut M. Pottier, songeur.

ÈVE GAUTHIER ET FRANÇOIS L'ÉCUEUR



Françoise David, porte-parole d'Option citoyenne. En arrière-plan, Jean-Marc Pottier.

OFFRE D'EMPLOI

TakingITGlobal

TakingITGlobal recherche trois personnes pour les postes d'éditeur et de facilitateurs communautaires pour le projet **telecentre.org**, installé à Toronto.

Les candidats doivent être dotés de solides compétences en développement communautaire, en écriture et en gestion d'information, en plus d'avoir de l'expérience en technologies de l'information et de la communication (TIC) au service du développement.

Pour plus d'information, visitez : <http://about.takingitglobal.org/d/getinvolved?view=68>.

TakingITGlobal
INSPIRE INFORM INVOLVE

La gourmandise de l'empire Irving

Multinationale pétrolière et forestière, la compagnie Irving a depuis quelques années diversifié ses activités en acquérant de nombreux journaux au Nouveau-Brunswick. Les trois quotidiens de langue anglaise de la province sont aujourd'hui sous son contrôle. Une situation dangereuse autant pour la diversité de l'information que pour la liberté d'expression, déplore plusieurs observateurs.

Avec un chiffre d'affaires annuel de 4 milliards de dollars et un commerce qui représente 40 % des exportations totales du Nouveau-Brunswick, l'empire Irving est l'employeur numéro un de la province. Chef de file de l'industrie forestière, il possède 3,5 millions d'acres de terres publiques au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et dans le Maine, et 2,5 millions d'acres de terres de la Couronne au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse. La multinationale emploie plus de 28 000 personnes et quatorze communautés dépendent entièrement de ses activités. Or, Irving ne s'intéresse pas seulement à la forêt: il est propriétaire des trois quotidiens de langue anglaise de la province, et de seize hebdomadaires en langues française et anglaise. Plus de la moitié de ces journaux ont été acquis ou fondés au cours des trois dernières années seulement.

À la demande de l'industrie forestière et du ministère des Ressources naturelles et de l'Énergie, le rapport Jaakko Pöyry était déposé sur la table du gouvernement provincial en décembre 2002. L'étude y suggérait que le gouvernement provincial et l'industrie forestière investissent 50 millions de dollars par année dans la plantation de résineux. Selon la firme finlandaise, une augmentation significative des activités de sylviculture pourrait être entreprise afin de doubler l'approvisionnement forestier d'ici 40 à 50 ans, sans pour autant affecter les normes du Nouveau-Brunswick en matière de gestion de l'habitat et de conservation. Ces recommandations ont donc fait la joie d'Irving. Avec cinq autres compagnies forestières de la province – Bowater Maritimes, Fraser Papers, St. Anne Nackawic Pulp Company, UPM-Kymmene Miramichi, et Weyerhaeuser Miramichi – Irving entendait bien mettre en marche les recommandations de l'étude, qui lui permettent dorénavant de s'approprier plus de terres de la Couronne pour ses activités de coupe intensive.

Les conclusions du rapport Jaakko Pöyry ont inquiété plusieurs environnementalistes. Seul quotidien francophone indépendant du Nouveau-Brunswick, *L'Acadie Nouvelle* publiait en 2003 un entretien avec Marc-André Villard, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en conservation des paysages de l'Université de Moncton. «En plus d'avoir moins d'espèces d'arbres, les sols deviennent de plus en plus pauvres [...]. Ceci a des répercussions sur les animaux, mais aussi sur les oiseaux et les insectes», prévenait-il. Selon lui, plusieurs animaux risquent de disparaître en raison de la simplification de la forêt qui tue la biodiversité. Le débat public était lancé.

En décembre dernier, Marie-Linda Lord, professeure agrégée au Département d'information et de communication de l'Université de Moncton, organisait un colloque sur la question de la concentration des médias au Nouveau-Brunswick. Une quinzaine de finissants en journalisme y ont divulgué les résultats de recherches entreprises sur le monopole de la presse. Sur le dossier des terres de la Couronne, les jeunes journalistes ont pu constater que les reportages parus dans les journaux d'Irving n'hésitent pas à amoindrir les propos des environnementalistes lorsque ceux-ci indiquent que le rapport Jaakko Pöyry va à l'encontre d'une forêt en santé.

Selon l'enseignante en communications, la situation ne s'améliorera pas demain: «Dans les années à venir, Irving risque d'augmenter ses avoirs au niveau de la presse écrite. Possiblement au niveau de la radio aussi».

Les enjeux sociopolitiques de la concentration des médias sont nombreux et dangereux autant pour le pluralisme de l'information que pour la liberté d'expression. «Il n'existe aucune loi au Canada relativement à la presse écrite, contrairement à d'autres pays comme la France», reconnaît Marie-Linda Lord. Les journaux d'Irving rejoignent à eux seuls 85 % du lectorat de la province. Pour avoir une information de qualité, les citoyens doivent être conscients des limites de ces journaux, notamment dans le traitement de certains dossiers où le propriétaire y possède de grands intérêts. L'idéal pour le citoyen du Nouveau-Brunswick, c'est de s'informer à plus d'une source.

En reléguant la pluralité de points de vue loin derrière les enjeux de rentabilité, les conglomérats délaissent la qualité de l'information et sapent les intérêts démocratiques des citoyens. «Le phénomène de la concentration des médias nuit au lectorat de la province parce que certains sujets sont partiellement ou complètement évacués, renchérit Mme Lord. Il y a beaucoup de mimétisme parmi les journalistes. Certains débats de société n'ont pas lieu avec la même amplitude parce que l'information sur certains sujets est restreinte, polarisée. En particulier dans les trois quotidiens de langue anglaise, tous propriété d'Irving».

La gourmandise d'Irving a-t-elle une limite? Le Nouveau-Brunswick risque-t-il de se retrouver avec une information uniformisée, filtrée et vidée de tout contenu critique? Les débats de société pourront-ils continuer, ou seules survivront les idées complaisantes à l'égard d'Irving? «L'indépendance de la presse écrite, qui était source de fierté pour la communauté acadienne, est dorénavant atteinte sérieusement», s'inquiète Mme Lord.

MÉLANIE DÉRAIL



**ILS IRONT LOIN.
NOUS AUSSI.**

L'école secondaire Le Vitrail:
Une école unique où l'anonymat est tout simplement impossible.

Dernières portes ouvertes:
Le lundi 20 mars 2006, de 13h à 16h

École scolaire équitable

Commission scolaire de Montréal

THÉÂTRE

Tout comme elle

Texte de Louise Dupré. Mise en scène de Brigitte Haentjens.



«Que fais-tu de ma douleur?
— Je suis sans réponse face à la douleur.»

Cet échange contient sans doute l'essentiel de la prose poétique portée à la scène dans le spectacle *Tout comme elle*. Ce n'est sûrement qu'en admettant à la fois cette question et sa réponse qu'une mère et sa fille peuvent s'aimer sans ravage.

Louise Dupré nous offre un texte qui nomme des états que doivent vivre toutes les filles, et toutes les mères de filles, à divers degrés. Une femme sera toujours la fille d'une autre femme, et une mère qui met au monde une fille se projette inévitablement dans cette enfant qui deviendra femme et ce, quel que soit le type de relation qui les unira. Le récit est une suite de perceptions précises, douloureuses, obsédantes, imagées, amoureuses, haineuses, comme un long périple qu'une mère et sa fille doivent vivre pour enfin s'aimer «dans un amour désormais libre de toute éternité».

Brigitte Haentjens a choisi de faire porter cette parole par cinquante comédiennes, un chœur féminin dans lequel le spectateur peut reconnaître tantôt sa mère, sa soeur ou sa fille et dont les mots s'échangent comme s'il s'agissait d'un seul souffle. Toujours présentes sur scène, les actrices s'unissent et se désunissent, créant des images qui nous font voyager du collège de filles modèles à la clinique de maternité, d'un enterrement à des retrouvailles, grâce à un jeu tout en retenue et en tension. La mise en scène exploite les (très) nombreux corps avec grâce et puissance, et aussi avec un ludisme qui fait sourire, et même rire par moments.

FRANÇOIS L'ÉCUYER

Tout comme elle

À l'Usine C, jusqu'au 4 février

LIVRES

ESSAI

Le miracle chinois vu de l'intérieur

Revue Alternatives Sud
Centre tricontinental et Éditions Syllepse, Paris,
2005, 192 pages

La revue *Alternatives Sud* a su, au cours des années, se distinguer des autres publications par le fait qu'elle publie uniquement des textes de chercheurs du Sud. Son dernier numéro est consacré exclusivement à la Chine. Contradictions sociales et résistances, l'envers caché du développement économique débordant dont on parle tant. Des sociologues, des syndicalistes, des féministes et des politologues décrivent les impasses du cocktail explosif qui mêle ultralibéralisme et autoritarisme.

Le livre est composé de deux sections. La première s'attarde à la place occupée par la Chine rurale dans le discours de modernisation, et soulève les nombreuses problématiques issues d'un développement inégal entre villes et campagnes. La deuxième, intitulée «Modernisation et société chinoise», fait le constat des contradictions entre libéralisation économique et répression des mouvements de démocratisation des dernières années.

De l'héritage de la révolution de 1948, il reste un esprit de fronde, une pensée critique, une capacité de résistance qui s'exprime à travers des «petites» et des «grandes» résistances locales qui mobilisent parfois des dizaines de milliers de ruraux et d'urbains.

Ces débats, rarement évoqués dans le discours médiatique, révèlent une société qui s'interroge, qui interpelle, qui cherche des alternatives. Le mouvement altermondialiste mondial parviendra-t-il à établir un dialogue avec les rebelles chinois? Quelque chose d'extraordinaire pourrait ainsi se produire.

Pour s'abonner, visiter le <http://www.cetri.be>

PIERRE BEAUDET

ESSAI

S.O.S. antiracisme

De Dominique Sopo
Éditions Denoël, Paris, 2005, 144 pages

Président de l'association SOS Racisme depuis 2003, Dominique Sopo veut ramener les pendules à l'heure : énoncer ce qu'est l'antiracisme, mais surtout dénoncer ce qu'il n'est pas. «*Combat qui s'efforce de voir les individus d'origines différentes reconnus à égale dignité*», l'antiracisme est perverti dans les débats français.

La première partie du livre débusque les pièges qui amènent à confondre l'antiracisme avec d'autres formes d'activisme. Pour l'auteur, une rhétorique «exotico-victimaire» permet de préserver les bonnes consciences en reléguant l'Autre à sa différence. Cette attitude perpétue la violence coloniale, mais cette fois au nom du relativisme culturel. Paradoxalement, la citoyenneté française n'est jamais pleinement reconnue à celui qui est porteur de façons d'agir et de penser qui sont différentes. Ainsi les minorités sont maintenues (et parfois se maintiennent) dans une posture de victime, éternelles exclues.

Sopo traque ensuite ce discours «exotique» dans un fourre-tout d'événements de la scène politique française des dernières années lors desquels a été brandie, à tort dit-il, la bannière de l'antiracisme. Il s'insurge contre ces simulacres d'antiracisme qui alimentent la haine plutôt que la fraternité. Les communautaristes, les islamistes, les «indigénistes» ont détourné la mission antiraciste de ses véritables visées, argumente l'auteur.

Même si la France républicaine ne parvient pas, au-delà de l'énonciation, à offrir une citoyenneté effective pour tous, la démocratie et l'égalité sont pour Sopo des principes auxquels on ne doit consentir aucun compromis. Cette critique, si elle est inévitablement ancrée dans le débat français, mériterait d'être reçue avec attention au Québec où l'antiracisme fait rarement la manchette, et où il apparaît souvent assimilé à des questions de citoyenneté.

JULIE ROUTHIER



L'école de la vie, en musique

Des jeunes de 6 à 18 ans, défavorisés et écorchés par la vie, étudient l'art de la musique et finissent par jouer beaucoup plus que des notes. En plus d'apprendre à maîtriser des instruments de musique traditionnels, violon pour les uns, sitar pour les autres, les jeunes découvrent ce qu'est l'estime de soi à travers une gamme de cours de développement personnel et d'initiation au yoga, tous offerts gratuitement. C'est la mission que Mathieu et Blaise Fortier se sont donnée en fondant l'organisme à but non lucratif, Jeunes musiciens du monde.

«C'est une école de la vie qui passe par la musique», raconte fièrement Mathieu. En effet, en plus de la musique, on y enseigne aux enfants la lecture, l'écriture, l'écologie et le yoga. C'est en Inde que Mathieu, sa femme Agathe et son frère Blaise décident de mettre sur pied la toute première école de Jeunes musiciens du monde. Certes, l'Inde est un pays extrêmement riche culturellement, mais les fondateurs désirent y faire naître leur projet pour des raisons plus personnelles. «L'Inde nous a donné beaucoup à tous et nous sentions le besoin de donner en retour», explique Mathieu.

En novembre 2002, l'école ouvre ses portes à une trentaine d'étudiants et étudiantes de 6 à 18 ans, qui apprennent chaque jour la musique traditionnelle de leur pays selon la méthode ancestrale *gouroukoul*. Cette méthode implique que les élèves cohabitent et apprennent l'art de la musique aux côtés de maîtres. Les enfants sont donc logés et nourris à l'école toute l'année et gratuitement. Le projet de l'école *Kalkeri Sangeet Vidyalaya* vise à offrir aux jeunes un enseignement musical et académique dans un environnement agréable au sein duquel les jeunes peuvent s'épanouir pleinement.

Un concept gagnant

De Dharwad à la capitale nationale, les fondateurs de Jeunes musiciens du monde (JMM) adaptent leur con-

cept et fondent à l'automne 2003 une deuxième école de musique traditionnelle dans la ville de Québec. Accueillie gratuitement dans les locaux du Patro Laval, un centre de loisirs instauré par les Pères Saint-Vincent-de-Paul, l'école offre aux étudiants quatre soirs de cours par semaine, donnés par des musiciens professionnels et dont certains sont membres de groupes connus, tels que Polémil Bazar et la Bottine souriante.

Puis, en octobre 2005, à peine un an après la fondation de l'école de Québec, une troisième école, La Bolduc, ouvre ses portes dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve à Montréal. Comme l'explique Mathieu, ces deux écoles deviennent comme un point de repère pour les enfants des quartiers défavorisés, qui s'y retrouvent pour jouer de la musique plutôt que de traîner dans la rue. L'impact positif des écoles JMM au sein des communautés est concret et l'organisme prend de l'expansion. Un conseil d'administration est alors formé et un directeur général prend les commandes. Le projet continue de rouler sur l'énergie volontaire des fondateurs, mais aussi sur celle d'un bassin grandissant de bénévoles et de stagiaires, parfois même venus de l'étranger.

Décidément, le projet des frères Fortier soulève un enthousiasme inespéré!

Dans les rangs de l'industrie musicale québécoise, de nombreux artistes adoptent la cause, comme la chanteuse Ariane Moffatt qui est maintenant porte-parole et qui a grandement contribué à propulser la visibilité de JMM dans les médias. La popularité du projet de Jeunes musiciens du monde s'est vue grimper à toute allure. Des artistes jouissant d'une grande popularité comme les Loco Locass, Pierre Lapointe et Yann Perreau s'offrent désormais pour participer aux spectacles bénéfiques annuels. Mathieu, le regard cerné de fatigue, mais brillant, lance spontanément : «Je suis quand même fier! Après avoir fait je ne sais plus combien d'appels et laissé autant de messages dans des boîtes vocales, on commence enfin à nous rappeler!».

Il est certain que lorsque que le «gourou» de l'industrie musicale au Québec, Michel Bélanger, président de la compagnie Audiogramme, lance un hommage aux fondateurs de JMM du Gala de l'ADISQ, télédiffusé en direct, cela suscite un intérêt considérable... Mais, encore, si le projet de Mathieu, Agathe et Blaise connaît un engouement aussi important, c'est surtout parce qu'il change le destin de nos enfants, ici comme en Inde.

Pour en savoir davantage :

www.jeunesmusiciensdu monde.org.

CATHERINE BINETTE

Marc Déry et Ariane Moffatt, lors d'un concert bénéfique de Jeunes musiciens du monde en novembre 2005.

PHOTO: DRA LABRIE



Rêver d'être sexy et en prendre plein la gueule

Cette chronique s'adresse d'abord à nous les femmes, aux féministes, et à nos filles. Honnêtement, je ne sais pas si vous partagez mon inquiétude, mais nous avons un sérieux examen de conscience à faire.



Ariane Émond

J'aimerais contribuer à la réflexion que la sexologue Jocelyne Robert et d'autres féministes ont lancée ces derniers mois autour de l'hyper-érotisation de l'image des femmes, de la sexualisation précoce des gamines, planifiée par nos ayatollahs à nous, les bonzes et bonzesses de l'industrie de la mode, de la culture pop et des médias féminins. On m'a raconté qu'il y a des mères qui disent à leur fille de 14 ans : «Si tu n'aimes pas tes seins, on les fera refaire pour tes 16 ans!» Dites-moi, pourquoi la chirurgie plastique est-elle au centre de toutes nos discussions, que nous ayons 13 ou 60 ans, généralement pour en rêver?

Nous avons une lourde part de responsabilité là-dedans, nous qui avons 35-45-55 ans, qui avons profité du mouvement des femmes et qui avons aussi souffert du *backlash* des années 1990. Fatiguées d'être traitées à répétition d'extrémistes, de profiteuses-qui-haïssent-les-hommes-et-qui-ont-tout-obtenu, aurions-nous viré capot d'écoeurement? Aurions-nous pris individuellement le parti de plaire et de baisser le ton?

Avons-nous peur des conflits avec les plus jeunes, toutes celles qui refusent d'hériter de l'image de chiâleuse et de revanche que les détracteurs du féminisme ont imposée? Sinon, pourquoi avons-nous attendu si longtemps avant de déconstruire systématiquement le discours des masculinistes? Avant de décrier la complaisance des médias face à leurs accusations imbéciles, comme si nous étions responsables de la baisse de la natalité, du suicide des hommes, du décrochage des garçons, de la garde non partagée de nos enfants?

Honnêtement, je crois que nous nous sommes trop tues devant le retour en force de la *girlie fatale*, devant la profusion de femmes renflouées, siliconées et botoxées, qui partout distillent des propos amusés

et inoffensifs. Bref, des femmes peut-être plus reposantes mais obsédées par leur corps.

Par peur de la solitude et du rejet? Par ce foutu manque de confiance en nous, par horreur de la vieillesse? Aurions-nous pris le parti d'accepter ce que le mouvement des femmes a tellement combattu : être d'abord définies par le regard de l'autre?

Pourquoi avons-nous abdiqué devant nos filles accourties comme des prostituées? Pourquoi avons-nous si bêtement encaissé que si nous étions plus sexy, désirables 24 heures sur 24, nous allions les avoir, c'est-à-dire les enjôler suffisamment (*girl power!!! quel power??*) pour faire avancer nos désirs de changement?

C'est qu'il faut être *cool* n'est-ce pas? Vivre et laisser vivre, consommer dans la plénitude de notre petit moi, girouette et centre de l'univers? S'intéresser aux recettes intellectuelles *soft* et s'amuser des modes sexuelles *hard*? Il n'est plus de mise d'avoir un discours moral (*ouache!!!*), de dire : c'est débile, c'est pervers, c'est grossier, c'est malsain. Il faut rigoler de tout, n'est-ce pas? Et pourtant, ce n'est pas drôle. On recule.

Qu'avons-nous cru gagner et qu'avons-nous perdu en faisant du culte de l'apparence notre nouvelle arme de séduction massive? L'heure n'est plus à pavoiser sur les acquis du féminisme, qui s'effritent. L'heure est à parler aux plus jeunes, dans les écoles et les cégeps, pour leur raconter la petite histoire de nos grandes batailles (avortement, autonomie, exploitation sexuelle), le courage qu'il faut pour se mêler des débats et la joie immense, quand on réussit à changer les choses. Et ça presse.

L'auteure est journaliste indépendante, consultante en cinéma documentaire et co-fondatrice du magazine *La Vie en rose*. Elle anime régulièrement des débats publics.